PLAN D'ACTION DÉTAILLÉ DE SPAC

Aux recommandations dans le rapport de la BVG – Vérification de la gestion du risque de fraude – Printemps 2017 Rapports du Bureau du vérificateur générale du Canada

Numéro de référence dans le rapport	Recommandation du VGC	Réponse du Ministère	Description du résultat final prévu	Date d'achèveme nt prévue	Jalons importants (description/dates)	Organisation responsable/ point de contact (nom, poste, no de tél.)	Indicateur de réalisation (Pour l'usage du Comité seulement)
1.30	Santé Canada et Services publics et Approvisionnement Canada devraient procéder à une évaluation des risques de fraude qui prend en considération tous les secteurs de leur organisation, en suivant les pratiques exemplaires en vigueur.	Recommandation acceptée. Le risque associé à la fraude était inclus comme l'un des risques ministériels dans le Plan ministériel de 2017-2018 de Services publics et Approvisionnement Canada, ce qui démontre les efforts de consolidation du Ministère pour consigner les activités de gestion des risques associés à la fraude, y compris l'évaluation des risques. En outre, en utilisant les pratiques exemplaires en matière de gestion des risques du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que celles de l'Association canadienne de normalisation et de l'Organisation internationale de normalisation, une évaluation à l'échelle du ministère des risques associés à la fraude et une mise en correspondance des contrôles existants et futurs de gestion des risques associés à la fraude sont effectuées dans le cadre du Profil de risque ministériel de 2017 à 2019.	Services publics et Approvisionnement Canada fournira une évaluation à l'échelle du ministère des risques associés à la fraude et une mise en correspondance des contrôles existants et des mesures d'atténuation incluant des contrôles de gestion. Cette évaluation sera saisie dans le Profil de risque ministériel.	A partir du 30 juin 2020, le Ministère examinera son cadre actuel d'évaluation des risques de fraude englobant tous les secteurs d'activité pertinents.	En se fondant sur le Cadre de Gestion de Fraude actuel, Services publics et Approvisionnement Canada mettra en œuvre une évaluation de risque de fraude formelle avec les jalons suivants : • Pour l'année 2017-2018, l'évaluation des risques de fraude sera centrée sur les activités de passation de contrats. Des risques de fraude clés et les mesures d'atténuation actuelles dans ce secteur d'activité seront validées et mise à jour, le cas échéant. Date d'achèvement : le 30 juin, 2018. • Pour l'année 2018-2019, l'évaluation des risques de fraude inclura les transactions des biens immobiliers. Date d'achèvement : le 30 juin, 2019. • Pour l'année 2019-2020, l'évaluation des risques de fraude sera prolongée pour inclure d'autres secteurs d'activité clés qui pourraient être vulnérables à la fraude telle que les fonctions de receveur général et de paye. Date d'achèvement : le 30 juin, 2020.	Barbara Glover, SMA, Dirigeante générale de la surveillance, 819-997-1094	
					Le risque associé à la fraude sera inclus comme l'un des risques ministériels dans le Profil de risque ministériel de Services publics et Approvisionnement Canada. La date d'achèvement suivra les jalons annuels de l'évaluation des risques de fraude. Activités de surveillance et d'évaluation de contrôle du Profil de risque seront effectuées dans le cadre du Profil de risque ministériel de 2017 à 2019, incluant le risque associé à la	Michèle Kingsley, SMA p.i, Politiques, Planification et communication s, 819-420- 5344	

					fraude.		
1.39	L'Agence canadienne d'inspection des aliments, Affaires mondiales Canada, Santé Canada, Affaires autochtones et du Nord Canada et Services publics et Approvisionnement Canada devraient : • identifier les secteurs d'activité qui présentent un risque élevé de fraude et élaborer une formation adaptée aux employés travaillant dans ces secteurs; • s'assurer que les employés suivent la formation obligatoire dans les meilleurs délais.	Recommandation acceptée. Services publics et Approvisionnement Canada offre actuellement de la formation en ligne obligatoire sur les valeurs et l'éthique. Récemment, un nouveau jeuquestionnaire sur les valeurs et l'éthique a été élaboré et sera bientôt diffusé à tous les nouveaux employés. En outre, un cours en ligne sur la manière de cerner et de signaler des cas de fraude ou des actes répréhensibles a été créé et il sera bientôt offert. Puisque cela concerne des secteurs professionnels où il y a un risque plus élevé de fraude, les agents d'approvisionnement, à titre de groupe spécial dans notre Programme d'approvisionnement, ont été identifiés et nous leur offrons de la formation portant sur la fraude. Le Ministère continuera à cibler les secteurs professionnels où il y a un risque plus élevé de pratiques frauduleuses et déterminera les besoins en matière de formation, le cas échéant. Pour s'assurer d'effectuer un suivi exact des taux d'achèvement des employés, le Ministère mettra en place un nouveau système de gestion de l'apprentissage en avril 2017.	Services publics et Approvisionnement Canada sera en mesure d'assurer, sur une base continue, que les employés occupant des postes à haut-risque soient informés de leurs obligations relatives aux conflits d'intérêt, les valeurs et l'éthique, et la fraude et les actes répréhensibles.	30 mars 2018 (et de façon continue par la suite)	Le nouveau système de gestion de l'apprentissage (ALTO) a été lancé. Date de mise en œuvre : 10 avril 2017. Le questionnaire sur les valeurs et l'éthique finalisé et prêt pour la diffusion aux nouveaux employés. Date de mise en œuvre : 24 avril 2017. Cours en ligne sur la manière de cerner et de signaler des cas de fraude ou des actes répréhensibles a été finalisé le 28 avril 2017, et sera prêt pour la diffusion en juin. Date de mise en œuvre : 1 juin 2017. Mise à jour des postes clé à risque de fraude. Date de mise en œuvre : 30 juin 2017. Mise à jour de la formation sur les conflits d'intérêt pour inclure des diapositives sur la fraude. Date de mise en œuvre : 31 juillet 2017 Mener la formation sur les conflits d'intérêt avec l'élément fraude aux employés identifiés. Date de mise en œuvre : 28 février 2018 Produire un rapport sur les résultats annuels concernant la formation sur les conflits d'intérêt, valeurs et l'éthique et la fraude et les actes répréhensibles. Date de mise en œuvre : 30 mars 2018.	Donna Achimov, SMA, Ressources humaines, 819-420-1579	
1.54	L'Agence canadienne d'inspection des aliments, Affaires mondiales Canada, Santé Canada, Affaires autochtones et du Nord Canada et Services publics et Approvisionnement Canada devraient s'assurer que les registres utilisés pour suivre et gérer les déclarations de conflit d'intérêts et les mesures d'atténuation connexes contiennent de l'information complète et suffisante pour faciliter un règlement rapide des conflits d'intérêts déclarés par leurs employés.	Recommandation acceptée. En janvier 2017, Services publics et Approvisionnement Canada a ajouté une colonne à son registre de suivi des conflits d'intérêts afin d'indiquer la détermination des conflits d'intérêts (aucun, réel, potentiel ou apparent) découlant d'une déclaration.	Le registre de suivi des conflits d'intérêts de Services publics et Approvisionnement Canada inclut la détermination des conflits d'intérêts (aucun, réel, potentiel ou apparent) découlant d'une déclaration.	31 janvier 2017	Complété en janvier 2017. Services publics et Approvisionnement Canada a ajouté une colonne à son registre de suivi des conflits d'intérêts afin d'indiquer la détermination des conflits d'intérêts (aucun, réel, potentiel ou apparent) découlant d'une déclaration.	Donna Achimov, SMA, Ressources humaines, 819-420-1579	
1.71	L'Agence canadienne d'inspection des aliments, Affaires mondiales Canada, Santé Canada, Affaires	Recommandation acceptée. Services publics et Approvisionnement Canada	La surveillance des contrats ministériels est en cours et inclut les	29 septembre 2016 (et de façon	Le ministère a mis en œuvre une validation fondée sur les risques à travers une surveillance hebdomadaire afin de détecter les	Marty Muldoon, CFO, Dirigeant	

autochtones at du Naud Canada at	manuscriuma ann initiativa via ant à améliana da sualité	man mana alia mlamafa malá			muinainal daa	
autochtones et du Nord Canada et	poursuivra son initiative visant à améliorer la qualité	revues du plan fondé	continue par	anomalies and assurer que les actions	principal des	
Services publics et	des données au moyen de mesures qui lui permettront	sur les risques qui	la suite)	correctives soient prises lorsque nécessaire.	finances, 819-	
Approvisionnement Canada	de s'assurer que des renseignements complets sont	cible : le fractionnement			420-5660	
devraient s'assurer que les dossiers	consignés dans le système de gestion du matériel et	de contrats, les		Nous surveillons les données du système sur		
contractuels et les données sur	des finances. Services publics et Approvisionnement	modifications ainsi que		une base hebdomadaire et adressons les		
la passation de contrats sont	Canada a mis en œuvre des examens des contrats	les justifications pour		problèmes au fur et à mesure qu'ils sont		
exhaustifs et exacts. Les ministères	axés sur les risques dans le cadre d'un programme	l'attribution de contrat à		identifiés. L'objectif est concourant avec ces		
et organismes devraient aussi	de surveillance visant à détecter les anomalies et à	fournisseur unique.		activités, nous :		
procéder à des analyses	s'assurer que des mesures sont prises lorsque cela	Tournisseur unique.		Documentons les procédures afin de		
et explorations des données afin	est adéquat.					
•	esi adequal.			supporter les directions pour		
d'évaluer les contrôles et de déceler,				améliorer les comportements.		
selon une approche fondée sur les				 Prenons les mesures correctives que 		
risques, les signes éventuels de				ce soit de la documentation, une		
fractionnement de contrat, de				demande de changement de système		
recours inapproprié aux				ou de la formation ou des sessions		
modifications au contrat ou de				d'information afin d'améliorer les		
recours inapproprié aux contrats à						
fournisseur unique.				données.		
iournisseur unique.						
				Le programme sur la surveillance		
				hebdomadaire a commencé le 29 septembre		
				2016.		